

Paul Vergès sur R.F.M.

L'EST, L'EUROPE, LA RÉUNION

Paul Vergès était hier l'invité des «Carrefours du Capricorne» organisés par R.F.M. et le «J.I.R.». Il a été question des changements dans l'Est de l'Europe, de l'intégration des DOM à la C.E.E. et de la situation politique à La Réunion.

«**J**e n'ai pas été un gorbatchévien avant l'heure, je suis un communiste fidèle. aux principes. Ceux-ci ont été dévoyés dans certains pays au point de donner une image totalement fautive du communisme. Certains de ces pays ont dû faire face à des contraintes importantes, guerre, etc., mais cela ne justifie pas qu'ils aient dévié». Paul Vergès s'exprimait ainsi hier lors de l'émission radio "les carrefours du Capricorne" organisée par le "JIR" et R.F.M.

Que ce soit en Europe de l'Est que «le monde bouge actuellement», ainsi que le notait l'un des journalistes, ne peut que réjouir le dirigeant communiste. Et pour cause. Lors d'un congrès réunissant à Moscou 80 partis communistes,

le P.C.R. avait été le seul à voter contre la résolution finale de ce congrès. Paul Vergès, au nom de son parti, s'en était expliqué dans un discours qui «curieusement n'avait pas eu un grand écho à La Réunion», se souvient le dirigeant communiste. Nous étions alors en 1969. «Aujourd'hui, 20 ans après, si je me réfère à ce discours, je ne peux que me féliciter de ce qui se passe maintenant dans les pays de l'Est».

Il a également été question de l'entrée en vigueur de l'Acte unique européen, l'un des thèmes principaux que le P.C.R. développe depuis plusieurs mois «parce que les échéances l'imposent» soulignait Paul Vergès. Il rappelait que le 30 novembre prochain, la Commission de politique étrangère de la C.E.E se réunira afin



PAUL VERGES «JE NE PEUX QUE ME RÉJOUIR DE CE QUI SE PASSE DANS LES PAYS DE L'EST»

d'adopter les textes définitifs concernant l'octroi de mer et POSEIDOM. Ces textes seront ensuite examinés et votés par le Parlement européen lors de sa session plénière du 11 au 15 décembre prochain.

Paul Vergès s'insurgeait une nouvelle fois contre «un cartésianisme mécanique» voulant que les DOM soient intégrés ou non. Il existe des solutions intermédiaires. Celle de l'association à la C.E.E., par exemple. «Que l'Europe nous donne les moyens de sortir de notre état de sous-développement sans nous imposer des contraintes» qui seraient mortelles pour notre économie, notait le dirigeant communiste.

Pas question pour lui de donner de recette miracle pour éviter tous les dangers représentés par l'Acte unique:

«débattons, que chacun donne son opinion, qu'il y ait une conciliation, une base commune. Ainsi, ce ne sera pas un parti mais La Réunion dans son ensemble qui dira ce qui est bon pour elle». Il est grand temps de le faire. A condition que cette volonté se manifeste dans notre île et que le gouvernement français intervienne pour faire reporter les discussions sur l'octroi de mer et POSEIDOM. «Il a la possibilité de le faire», soulignait Paul Vergès.

Enfin, Paul Vergès a parlé de ce que certains appellent «un durcissement du P.C.R.». Les majorités aux Conseils général et régional se sont faites sur la base d'un consensus: «nous voulions que les hommes politiques se rallient sur la base d'une plateforme de

développement». Malheureusement, certains de ces hommes politiques ont bien du mal à oublier leurs visées politiciennes et «actuellement se dessine une tendance voulant que nos alliés se réunissent entre-eux et sans concertation avec nous pour la prise d'un certain nombre de décisions. Ils nous proposent ensuite ces décisions en se disant "on verra bien si le P.C.R. les accepte ou les rejette." Si nous les rejetons, on parle alors de durcissement du P.C.R.», constatait Paul Vergès qui dit ne pas «parler en termes de rupture ou d'ultimatum» en direction des autres composantes de la majorité aux deux assemblées mais «en termes de mise en garde».

M.B.

Au plus le sa

• Explosion sociale

«Nous avons souvent dit que l'explosion pouvait avoir pour détonateur un match de football, une bagarre ou un barrage de route. Comment s'étonner lorsque l'on sait que c'est à La Réunion, où il y a le plus de tension et d'inégalités. C'est ce qui s'est passé à la Grande Fontaine».

• Pas regret

«Nous ne regrettons absolument pas d'avoir appelé à voter pour François Mitterrand au premier tour de l'élection présidentielle. Le président de la république s'est engagé sur l'application de l'égalité. Toute promesse exige une action continue pour que sa concrétisation se produise. Nous prenons acte de l'application ici du R.M.I en même temps qu'en métropole et nous disons que

c'est aux Réunionnais d'œuvrer encore plus pour que la promesse d'égalité se concrétise».

• Disposer d'eux-mêmes

«Je pense que Louis Le Penec a eu tort de refuser le référendum que demandait Aimé Césaire quant à l'intégration des DOM à la C.E.E. Nous touchons là un problème de fond, celui du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes».

• Complexe de supériorité

«Je ne fais pas de complexe de supériorité par rapport aux autres hommes politiques de La Réunion. Je dis simplement que nos préoccupations ne sont pas du même niveau. J'ai toujours essayé d'avoir une vision à long terme des problèmes et de la situation».

Course à la vignette automobile

D'UN POINT DE VENTE À L'AUTRE

L'achat et la vente de la vignette automobile en un délai qui n'a jamais été aussi court — soit seulement douze jours ouvrables depuis avant-hier et jusqu'au 9 décembre — ne sont pas toujours faciles pour les automobilistes et les vendeurs. Et la disposition prise jeudi par la direction des services fiscaux de La Réunion — «les recettes des impôts assureront par priorité la débite des seules vignettes gratuites (... handicapés...) et des vignettes

délivrées sur état aux entreprises de location» — n'arrange pas tout le monde.

«Certains tabacs ont refusé (hier matin—NDLR) de vendre la vignette vu la foule qu'il y avait, nous a déclaré Aude Palant-Vergoz, présidente de l'Union des consommateurs de La Réunion (UCOR). C'est scandaleux que les Réunionnais n'aient droit qu'à douze ou treize jours. Compte tenu des spécificités locales, des écarts et du nombre peu nombreux des débits dans ces

endroits, on n'aura pas matériellement le temps».

Des redevables, après avoir cédé la place aux prioritaires devant les guichets des services fiscaux, ont dû repartir sans vignette à l'approche de l'heure de fermeture et du grand nombre d'acheteurs. D'autres n'ont pas pu se la procurer dans les débits auxiliaires, toujours en raison de la longue file d'attente.

Dans certains endroits, l'acquisition de la vignette n'a posé aucun problème, sans

grande file d'attente. Quelques redevables n'ont pu cependant se la procurer à tous les bureaux des PTT communiqués par la direction fiscale, notamment à la Montagne et à Saint-Pierre. Le receveur de la Montagne a déclaré ne pas en vendre cette année. Les dernières ventes faites par la recette PTT de ce quartier remontent entre cinq à dix ans, a-t-il précisé.

L'UCOR fait confiance aux élus locaux et au préfet pour contacter Paris afin d'accorder

aux automobilistes de La Réunion un délai plus long.

Certes, il n'est pas aisé de satisfaire plus de 140.000 automobilistes dans un délai si court (144.000 vignettes ayant été débitées l'an dernier en un mois). Et ce d'autant plus que les débiteurs auxiliaires sont peu nombreux: 58, et certains bureaux de poste. Ces derniers ne vendent la vignette que s'ils le désirent, en contrepartie d'une «remise» variant selon le nombre de vignettes vendues.

H.J.